

Le blocus, l'une des plus grandes violations des droits humains



Par María Josefina Arce (RHC)

À l'occasion d'une nouvelle Journée internationale des droits de l'homme (10 décembre), le monde continue d'être témoin de l'une des violations les plus longues et les plus graves des prérogatives des citoyens, à savoir le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis.

Depuis plus de six décennies, les Cubains souffrent des contraintes imposées par ce blocus économique. La vie d'aucune famille n'échappe aux effets de cette politique inhumaine qui, en 2020 et cette année, a été le principal obstacle à l'affrontement au COVID-19.

À la suite de ces sanctions, renforcées sous le mandat de Donald Trump (2017-2021) et maintenues par le gouvernement actuel présidé par Joe Biden, le système de santé cubain a été privé de l'acquisition de technologies, de médicaments et de matériel sanitaire approprié.

Le travail de plusieurs entités de notre industrie biopharmaceutique, telles que le Centre de génie génétique et de biotechnologie et l'Institut Finlay des vaccins, directement liées aux efforts de la nation pour faire face à la pandémie, a même été affecté.

On a même empêché l'arrivée dans notre pays des dons des fournitures médicales nécessaires. Le but de Washington, ont dénoncé les autorités cubaines, est d'aider la pandémie à provoquer des nombres incontrôlables de personnes infectées et décédées, et de créer du malaise dans la population.

Les mesures propres à la guerre empêchent le flux régulier et institutionnel des envois de fonds aux familles cubaines et entravent les liens avec les Cubains résidant aux États-Unis et le regroupement familial.

Le blocus est rejeté par la communauté internationale, même par la majorité des citoyens américains qui voient leur droit de se rendre librement sur le territoire cubain limité.

Cependant, les États-Unis ignorent les revendications de leur peuple et de la grande majorité des nations qui, année après année, depuis 1992, se prononcent à l'ONU pour l'arrêt de cette mesure unilatérale, qui, rien qu'entre avril 2019 et décembre 2020, a causé à Cuba des pertes de plus de neuf milliards de dollars.

C'est précisément en juin dernier qu'a été célébrée une journée historique au sein de l'Organisation internationale. Le projet de résolution présenté par Cuba sur la nécessité de lever le blocus, qui entrave le développement socioéconomique du pays et l'amélioration du niveau de vie de la population, a été adopté à une large majorité à la vingt-neuvième session de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Les États-Unis sont isolés, non seulement les votes de l'Assemblée générale des Nations unies, mais aussi les déclarations de soutien au peuple cubain de personnalités politiques, d'organismes régionaux, de parlements, d'associations d'amitié et de citoyens de diverses latitudes.

Le mouvement de solidarité, que même la pandémie n'a pu arrêter et qui a eu sa plus grande expression dans les caravanes organisées chaque mois, est un reflet du sentiment d'une grande partie de la communauté internationale.

Un sentiment qu'a exprimé très clairement le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, quand il a affirmé que "personne n'a le droit d'étouffer un peuple, c'est vil, c'est perfide », a-t-il condamné.

En près de six décennies, le blocus a causé des pertes à Cuba pour cent 47 milliards 853 millions de dollars et violé les droits de l'homme les plus élémentaires de plus de 11 millions de Cubains, qui aspirent à vivre en paix en construisant un meilleur pays.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/279472-le-blocus-lune-des-plus-grandes-violations-des-droits-humains>



Radio Habana Cuba